

# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse  
76 · Septembre 2015  
AZB 3001 Berne



## L'asile mis en lumière

Avec quatre films sur des thématiques touchant aux migrations, Fernand Melgar a contribué à donner une image de la réalité et du quotidien des réfugié-e-s vivant en Suisse. Le cinéaste romand nous livre sa vision de la situation actuelle dans le domaine de l'asile. Page 7

### ARGENTINE

A l'approche des élections présidentielles, découvrez l'analyse de Juan Carlos Schwab, Suisse de l'étranger établi de longue date en Amérique latine. Page 10

### UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

La seconde édition de l'université d'été du PS Suisse s'est à nouveau tenue à Chandolin. Entretien avec Peter Maurer, président du CICR, qui était de la partie. Page 9

Un grand merci à toutes celles et tous ceux qui ont accompagné

## André Daguet

1.6.1947 – 30.4.2015

au cours de sa vie et l'ont soutenu durant ses derniers moments, dans sa lutte contre la terrible maladie de Charcot.

Grâce au soutien complet, professionnel et humain du département des soins palliatifs de l'hôpital de l'île à Berne; grâce à l'accompagnement attentif et à la parfaite coordination de Madame Born, conseillère pour la maladie de Charcot, et grâce au soutien et aux soins pleins de sollicitude de la «Haus für Pflege» de Berne, André a pu participer à la vie publique et politique jusqu'aux derniers moments.

L'émouvante cérémonie d'adieu, organisée par Unia et le PS Suisse, la mer de bougie d'Amnesty International, les morceaux brillamment interprétés à l'orgue par Jürg Brunner et les paroles touchantes de Ruth Dreifuss et de Paul Rechsteiner, ont représenté la vie d'André dans toute sa diversité.

Toutes ces marques d'affection lui auraient plu et c'est en levant son pouce, son ultime moyen de communiquer, qu'il les aurait accueillies.

Avec toute ma gratitude  
*Veronika Ruch*

Berne, Juin 2015

Le PS Suisse recherche, pour début novembre 2015, un-e :

## STAGIAIRE ROMAND-E (H/F, 60%)

Le Département « Campagne & Projets » gère une grande partie de la communication interne et externe du PS Suisse. Nous offrons six mois de stage aux personnes intéressées par la politique, dont les valeurs et les buts sont proches de ceux du Parti socialiste. Le stage commence début novembre 2015 et se terminera à fin avril 2016.

Les qualifications suivantes sont attendues :

- Intérêt pour les questions politiques
- Capacité à travailler de manière autonome
- Aisance rédactionnelle, orthographe sûre
- Compétences particulières en communication et organisation
- Langue maternelle française, très bonne connaissance en allemand
- Bonnes connaissances informatiques

La-le stagiaire a un aperçu des mécanismes politiques et médiatiques de la Berne fédérale.

Nous offrons une activité variée et intéressante au sein d'une petite équipe, un climat de travail agréable de même que des conditions d'embauche correspondant à un poste de stagiaire. Le lieu de travail est à Berne, au secrétariat central du PS Suisse (à côté de la gare).

En cas d'intérêt, merci de nous adresser votre candidature, avec tous les documents usuels, jusqu'au 20 septembre 2015 à [gael.bourgeois@pssuisse.ch](mailto:gael.bourgeois@pssuisse.ch) ou par poste à l'adresse PS Suisse, Gaël Bourgeois, Case postale, 3001 Berne. Pour des renseignements complémentaires, vous pouvez nous joindre par téléphone au 078 685 48 48.



Reuters



## L'IMAGE

**30 septembre 2013**

Au moins 13 personnes perdent la vie dans le naufrage de leur embarcation au large du village sicilien de Sampieri alors qu'ils tentaient de débarquer. Depuis 2000, ce ne sont pas moins de 23 000 êtres humains qui ont perdu la vie dans les eaux de la Mer Méditerranée, en tentant de rejoindre l'Europe. Plus de 2300 personnes se sont noyées pour la seule année 2015. Ces tragédies se perpétuent jour après jour, semaine après semaine, année après année, alors que certains mouvements politiques en appellent à l'inaction et au renforcement des frontières, sans se soucier du sort d'êtres humains qui fuient d'horribles violences.

Des images et des chiffres qui devraient permettre de replacer le débat à sa juste place, celle de l'humanité et des vies qui sont en jeu. Une chose est certaine et incontestable : personne n'est prêt à courir un risque aussi important que celui-ci pour bénéficier d'une assurance sociale. Pour en arriver à mettre sa vie en jeu, c'est que l'espoir de vivre dignement chez soi est définitivement éteint ...

# Sans transparence, pas de démocratie

Bien avant les élections fédérales, avant même que ces dernières n'apparaissent dans la conscience de la grande majorité des Suissesses et des Suisses, les partis ont déjà dépensé plusieurs millions de francs pour faire campagne. En tête des dépenses, on retrouve, cela n'étonnera personne, l'UDC, qui a déjà déboursé, selon les estimations, 1,2 million de francs. Elle est suivie de près par le PLR avec environ 1 million de francs. A titre de comparaison, le budget total du PS Suisse pour ces élections se monte à 1,4 million de francs suisses. Seule la spéculation permet de se faire une idée des montants totaux qui seront investis dans cette campagne, tant les partis bourgeois gardent leurs budgets secrets. Un élément est par contre déjà certain. L'écart entre les moyens de la droite et de la gauche est énorme et ne cesse de se creuser. «Quand un parti a, pour des élections ou des votations, dix ou vingt fois plus d'argent qu'un autre, cela devient précaire du point de vue des théories démocratiques», observe le politologue Thomas Milic. Ce constat est sobrement formulé. Bien qu'il ne soit pas possible, aujourd'hui en Suisse, de s'offrir des résultats de votes ou d'élections, qui sait ce qu'il en sera dans cinq ou dix ans ? Permettre aux partis de lutter à armes égales serait une première avancée. La seconde consisterait à apporter de la lumière dans l'obs-

curité. Cela fait des décennies que nous faisons de la politique dans une chambre noire. Au final, les électeurs et électrices ne voient que le politicien qui sourit sur une affiche et le oui ou le non, imprimé sur une recommandation de vote. Ceci représente la pointe de l'iceberg, ou plutôt le glaçon sur la pointe de l'iceberg, en dessous duquel se cache un enchevêtrement de liens d'intérêts, de parties prenantes, de tractations, d'accords et d'offres dont personne ne sait rien. Peut-être n'est-ce pas le cas. Peut-être qu'un don de 200 000 francs à une campagne est simplement un honnête don. Mais peut-être pas ! Dès lors, se tenir à une transparence en matière de liens d'intérêts et de financements ou refuser de l'argent lorsqu'on ne peut pas assumer publiquement sa provenance, devraient faire partie du jeu politique au même titre que le oui ou le non recommandé et le sourire sur une affiche. Sans transparence, il n'y a pas de démocratie !

Au PS, nous ne nous contentons pas d'exiger la transparence. Nous y participons également. Le 18 août dernier, nous avons communiqué notre budget et demandé aux autres partis d'en faire de même. Heureusement, chez nous, nous pouvons compter sur quelque chose de plus précieux que l'argent : nos membres. Telle est notre force, grâce à laquelle nous construisons non seulement notre campagne électorale, mais aussi notre avenir politique.



Leyla Gül,  
co-secrétair  
générale



## Les invasions barbares

Ces dernières années ont vu un nombre sans précédent de personnes jetées sur les chemins de l'exil, fuyant les atrocités de la guerre et la violence des dictatures. Face à cette tragédie, l'accueil d'une infime partie de ces réfugiés en Europe pose problème, reflétant une crispation identitaire croissante sur le Vieux Continent.

Dans le sillage de leurs prétentions nationalistes, les extrêmes droites européennes ont banalisé une certaine haine de l'étranger. Devant le succès de la recette et répondant à des logiques électoralistes, une partie de la droite modérée les a suivies et a contribué à une dangereuse démocratisation de ce discours. Ces véritables barbares, personnes étrangères aux principes qui ont fondé l'Europe des droits humains, ont ouvert une boîte de Pandore. En niant l'humanité de certaines personnes, c'est l'humanité qui est en chacun de nous à laquelle ils s'attaquent.

Symptôme inquiétant d'une société qui se replie sur elle-même, la haine a dernièrement dépassé le champ du verbal. Aujourd'hui, en Europe, des centres de requérants brûlent et des bus remplis de migrants se font caillasser. Des personnes, qui ont ouvert les mêmes manuels d'histoire que vous et moi, allument des feux afin de dénoncer une invasion étrangère fantasmée et se réjouissent de voir des vies englouties par les flots. Quelle est la prochaine étape ? Qu'opposer à cette barbarie, alors même que la vision de corps vomis sans vie par la mer ne parvient pas à la raisonner ?

Bien que la réponse semble introuvable, la gauche a le devoir de lutter, coûte que coûte, pour réaffirmer la valeur suprême du respect de l'être humain, garantir un droit à l'asile, créer des lieux de rencontre et lutter contre toutes les discriminations. Parce que l'on ne peut plus attendre, parce que l'on ne veut laisser aucune chance à demain de ressembler à hier, parce que rien de ce qui est humain ne doit jamais devenir étranger à nos yeux !

Julien Repond, collaborateur romand

### IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et Verein SP-Info, Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch  
Rédaction Gaël Bourgeois et Julien Repond  
Production Atelier Bläuer, Berne



# Des valeurs et un engagement concret

**ON NE LE RÉPÉTERA JAMAIS ASSEZ : IL EST DANS L'INTÉRÊT DE LA POPULATION SUISSE QUE LE PS SORTE RENFORCÉ DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015 ! NOUS SOMMES LES SEULS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION ET À DÉFENDRE LES VÉRITABLES ENJEUX AUXQUELS SONT CONFRONTÉS NOS CONCITOYEN-NE-S.**



On ne saurait réduire la politique à la seule haine de l'étranger, portée avec toujours plus de vigueur par l'UDC. A nous de combattre cette récupération honteuse de la problématique de l'asile, derrière laquelle se trouvent des conflits barbares et des drames humains.

Sans crainte électoraliste, assumons les fondamentaux de notre action politique. Justice sociale, solidarité, démocratie, respect, tolérance, aide humanitaire et quête de paix sont nos valeurs. Elles sont le cœur de nos engagements. Elles s'inscrivent au centre des préoccupations socio-économiques, pourtant marginalisées dans la campagne.

En effet, les perspectives de restrictions économiques, les révisions

des assurances sociales, la privatisation rampante du système de santé, les attaques contre le service public, les moyens réduits dans le domaine de la formation, la lutte contre la pauvreté, le respect des conditions de travail ou les logements à prix abordables sont des questions essentielles. Les réponses apportées dépendront grandement de la capacité d'action du PS. Sans moyens pour ces politiques, les petites gens, les familles, les personnes rencontrant des difficultés ou les jeunes seront punis pour satisfaire les individualistes, les égoïstes ou les profits d'une minorité.

Nous devons donc privilégier trois priorités, au nom de l'intérêt général. D'abord, la cohésion sociale, condition du vivre ensemble,

qui suppose le renforcement des instruments de solidarité, sans lesquels il n'y aura qu'accroissement des inégalités et des injustices et affaiblissement de la cohésion nationale. Ensuite, il nous faut une économie effectivement au service de l'ensemble de la société et d'une prospérité partagée. Cela implique des investissements dans la formation, la recherche et l'innovation, mais aussi l'amélioration de la qualité des conditions de travail. Enfin, la Suisse doit demeurer un acteur ouvert et engagé sur la scène internationale, notamment dans la lutte contre la pauvreté et en faveur de la paix dans le monde.

Concrètement, en exigeant un système de santé régulé et de qualité ou des primes d'assurance-maladie financées de manière équitable, nous agissons pour toutes et tous les habitant-e-s. En défendant les retraites, les prestations de l'AI, de l'assurance-accident ou de chômage, nous soutenons celles et ceux qui, dans leur parcours de vie, ont besoin du système de protection sociale. En défendant les allocations familiales, les bourses d'étude, les subventions d'assurance-maladie ou les crèches, nous pensons à toutes les familles du pays. En défendant des impôts équitables et une juste répartition des richesses, nous faisons de la solidarité entre riches et pauvres un élément central de cohésion sociale. En défendant des services publics accessibles, nous œuvrons pour les entreprises et les régions périphériques. En défendant des salaires équitables et des conditions de travail respectueuses des salariés, nous valorisons celles et ceux qui bâtissent notre richesse. En défendant la sortie du nucléaire ou un aménagement du territoire équilibré, nous privilégions une qualité de vie pour toutes et tous.

Autant de bonnes raisons de convaincre la population de soutenir les candidat-e-s PS le 18 octobre !

**« Sans crainte électoraliste, assumons les fondamentaux de notre action politique. »**

Stéphane Rossini,  
Président du Conseil national

# Ne reculons pas, ne restons pas sur place, avançons !

**DURANT TOUTE LA LÉGISLATURE, LES SOCIALISTES DES CHAMBRES FÉDÉRALES ONT BOUGÉ, PROPOSÉ, VOIRE MÊME AVANCÉ SUR DES REVENDICATIONS ESSENTIELLES EN MATIÈRE DE POLITIQUES SOCIALES, DE FORMATION, D'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE, D'EMPLOI OU ENCORE DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE.**

La droite et son extrême aiment détourner l'attention de la population en inventant des boucs émissaires. Elles sont pourtant les seules responsables des licenciements, des délocalisations d'entreprises et autres débordements qui touchent les personnes aux conditions modestes et moyennes, lesquelles tombent trop souvent dans la précarité.

Face à cette situation, la gauche ne doit pas se détourner de ses fondements essentiels. En réponse à la droite et à son extrême, seules responsables des impasses politiques où nous nous trouvons aujourd'hui, nous devons faire en sorte que la Suisse mette sur pied de meilleures politiques d'éducation (avec l'aide des cantons) et de meilleures politiques sociales, pour les personnes des troisième et quatrième âges entre autres. Ce sont là les seules conditions à mêmes d'assurer à la population une sécurité digne de ce nom.

Face à la situation dans le domaine de l'asile par exemple, la droite et son extrême font fausse route. Elles ne veulent pas voir, ou font mine de ne pas voir, ce qui se passe dans certains pays, théâtres de conflits d'une

violence extrême. Pire, elles attisent la haine et montent en épingle des faits divers dans un objectif purement électoraliste. Pourtant, des solutions pragmatiques existent et sont proposées au niveau du Conseil de l'Europe. Après des enquêtes et de nombreux entretiens, j'ai présenté un rapport à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur cette situation, en vue d'aller vers une plus grande solidarité au niveau du continent européen. Ce rapport n'intéresse malheureusement quasiment personne... Il a pourtant été approuvé à l'unanimité de l'APCE à Strasbourg, avec les remerciements des délégations parlementaires italiennes et maltaises.

En politique, il faut aller à l'essentiel. Le PS veut qu'il en soit ainsi. S'occuper d'un dossier n'implique pas d'en délaissier d'autres, comme ceux touchant aux logements, aux transports publics ou encore à l'environnement. Comme ceux traitant de sécurité de l'emploi et de formation de base ou de formation continue. Les délocalisations d'entreprises, par exemple, devraient coûter plus cher à ces dernières. Elles devraient



Eric Voruz,  
conseiller national (VD),  
2007-2015

« Il faut corriger les erreurs passées du libéralisme sauvage. »

prendre en charge le coût d'indemnités couvrant, au minimum, une année de chômage, ainsi que rembourser tous les avantages fiscaux qu'elles ont obtenus. Pour que cela devienne réalité, un cadre légal doit être fixé. C'est pour ce genre d'avancées que les socialistes se battent.

Enfin, nous devons veiller à améliorer la qualité de nos services publics. La Confédération doit les soutenir afin que le public, pour ne pas dire les usagers, puissent en bénéficier au maximum. Pour cela, il faut créer une « holding PostSwisscom » mais aussi garder dans le giron de la Confédération les CFF, la SSR, ainsi que supprimer leur statut de « SA », statut ridicule pour ces entreprises. Cela ne serait en aucun cas un retour en arrière. Ces entités publiques peuvent et doivent être dirigées indépendamment des pressions politiques. Mais il faut corriger les erreurs passées du libéralisme sauvage, qui a détruit tout ce qui fonctionnait bien au niveau de la Confédération et des cantons.

Alors camarades, courage pour la prochaine législature ! Nous serons là pour vous aider.



# Le service public en péril

**LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES APPROCHENT. DANS CE CONTEXTE ET DANS UN PARLEMENT DOMINÉ PAR LA DROITE CONSERVATRICE, IL EST DE BON TON DE DÉNONCER LA SUPPOSÉE INEFFICIENCE DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE AINSI QUE DE SON PERSONNEL, JUGÉ FAINÉANT.**

Pour séduire leurs électeurs et électrices, les partis du centre et de droite n'hésitent pas à surenchérir les propositions d'économies. Malheureusement, avec le programme d'austérité qu'il a annoncé le 12 août, le Conseil fédéral montre une fois encore qu'il suit docilement ce mouvement. Un mouvement extrêmement préjudiciable au service public, pourtant l'un des piliers de notre démocratie.

L'Association du personnel de la Confédération (APC), dont je suis la secrétaire générale, est très inquiète des deux principales décisions prises par notre gouvernement. Non seulement il veut freiner massivement la progression salariale du personnel de l'administration, mais il entend aussi supprimer la participation de la Confédération au financement des rentes-pont. Cette deuxième mesure pénalise en particulier les collaborateurs et collaboratrices des classes de salaires inférieures, qui ne pourront plus se permettre de prendre une retraite anticipée.

Il y a fort à parier que cette campagne de dénigrement contre l'administration fédérale perdure au-delà des élections fédérales. C'est notamment pour éviter qu'elle ne devienne constante que l'APC a répliqué par une campagne de communication positive, intitulée «Love Service public». Son message: «Le personnel de la Confédération est fier des prestations qu'il fournit à la population et luttera pour leur maintien». C'est bien de ça qu'il s'agit: défendre les acquis face aux attaques permanentes contre le service public. Car seul un service public fort peut assurer que la Suisse demeure le pays le plus concurrentiel, le plus innovateur et le plus heureux du monde!

Il faut aussi souligner que la décision du Conseil fédéral viole les règles du partenariat social, puisqu'elle a été prise sans négocier avec la Communauté de négociation du personnel de la Confédération (CNPC, dont font partie l'APC, Garanto, le SSP et APfedpol), qui en faisait pourtant la demande.



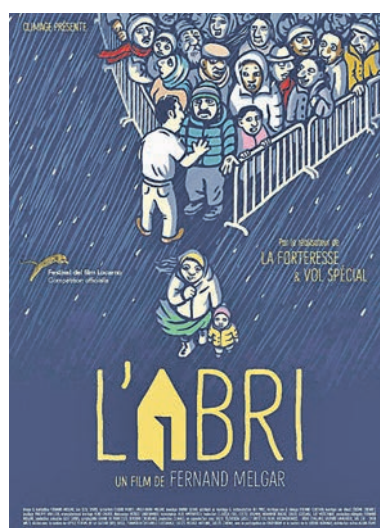
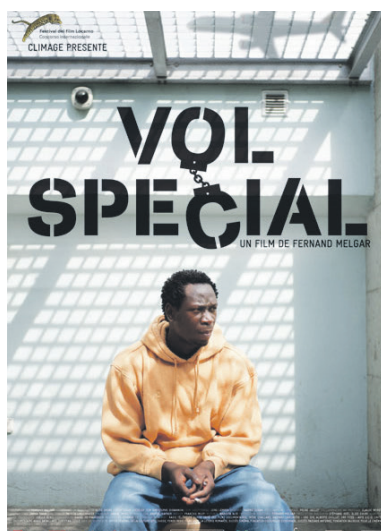
Maria Bernasconi, conseillère nationale GE Secrétaire générale de l'Association du personnel de la Confédération (APC)

Depuis des années, le Parlement confie de nouvelles tâches à l'administration, sans les financer. Or une extension continue des prestations n'est possible que si elle est accompagnée d'investissements en personnel.

En comparaison internationale, la quote-part de l'Etat est très faible en Suisse. Le rapport entre les dépenses de l'Etat et le PIB est de 31,5% dans notre pays, contre près de 50% dans les pays de l'UE, 39% aux USA et 43% au Japon. Notre service public est donc très efficace, même si le bien-être qu'il apporte est souvent sous-estimé. D'un autre côté, la politique fiscale consistant à accorder des baisses d'impôt aux nantis a creusé un trou dans la caisse de la Confédération. Ce qui me choque avec ce programme d'austérité, c'est que le Conseil fédéral fasse passer ses propres employé-e-s à la caisse pour compenser une politique fiscale erronée. Cela ne passera pas sans notre résistance, soyez-en assuré-e-s!



Services du Parlement, 2003 Bern.



# « Le discours de Simonetta Sommaruga est courageux »

**APRÈS AVOIR FAIT LES GROS TITRES DE LA PRESSE EUROPÉENNE À LA FIN DU PRINTEMPS, LA TRAGÉDIE MIGRATOIRE PERDUE DANS L'INDIFFÉRENCE. DANS LE CADRE DE SA CAMPAGNE EN VUE DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES D'OCTOBRE, L'UDC EN PARLE BEAUCOUP, FAISANT DE CES DIZAINES DE MILLIERS DE VIES BRISÉES SON PRINCIPAL FONDS DE COMMERCE. TRÈS LOIN DES CLICHÉS VÉHICULÉS PAR LA DROITE XÉNOPHOBE, LA RÉALITÉ DES PERSONNES MIGRANT-E-S EST SOUVENT MÉCONNUE. EN AMENANT CE SUJET À L'ÉCRAN, À TRAVERS NOTAMMENT *LA FORTERESSE*, *VOL SPÉCIAL*, *LE MONDE EST COMME ÇA* ET *L'ABRI*, LE CINÉASTE ROMAND FERNAND MELGAR ŒUVRE À PORTER UN PEU DE LUMIÈRE SUR LES PERSONNES MIGRANT-E-S. ENTRETIEN.**

**Vous évoluez dans le monde de l'asile depuis longtemps. Quelle évolution avez-vous remarquée dans le regard que jette notre société sur les personnes migrant-e-s ?**

Fernand Melgar – Lors de présentation de mes films dans des écoles, j'ai été frappé par l'existence d'une « génération Blocher », pour qui requérant est synonyme de délinquant et demande d'asile rime avec abus social. En dehors des classes, la grande majorité de la population a aussi un ressenti extrêmement négatif vis-à-vis de l'immigration. Et cette situation se péjore au fil des ans. C'est inquiétant de constater que la tradition humanitaire suisse, la création du CICR ou encore les Conventions de Genève, qui font partie intégrante de l'histoire du pays, n'aient pas plus d'incidence sur la façon dont on se représente les réfugié-e-s.

**Quel est votre regard sur l'évolution du droit d'asile, en Suisse et en Europe ?**

D'un droit d'asile qui protégeait les réfugié-e-s politiques, on est passé à des lois qui visent à s'en débarrasser. Alors que la Suisse accueillait sans rechigner les personnes fuyant les régimes communistes, le vent a tourné, en

matière de politique migratoire, dès l'arrivée de réfugié-e-s à la suite du coup d'Etat de 1973 au Chili. A cette époque, une vague de solidarité avait vu un millier de familles suisses passer outre l'interdiction des autorités en accueillant plusieurs milliers de Chiliens-ne-s. Quarante ans plus tard, plus personne ne veut entendre parler de réfugié-e-s. La population vit dans la peur d'une « invasion barbare ». La droite nationaliste, UDC en tête, est responsable de ce mouvement de repli, de peur et de rejet. La gauche, de son côté, semble incapable d'y faire face. Dans les pays où elle est au pouvoir, elle nie ses responsabilités par peur de voir les partis d'extrême droite se renforcer. Cependant, bien que la Suisse soit le donjon de la forteresse Europe, le discours de Simonetta Sommaruga, qui rappelle qu'il existe un devoir d'accueil des personnes dans la détresse, est courageux.

**Qu'oublie-t-on trop souvent de rappeler au sujet des migrations ?**

Que les personnes migrant-e-s ne prennent pas la route de l'Europe par plaisir mais par nécessité. Les réfugié-e-s politiques fuient des guerres, des persécutions ou des dictatures. Quant aux réfugié-e-s économiques, particulièrement en ce qui concerne ceux venant d'Afrique, ils fuient des pays qui sont et ont été pillés par l'Occident. Tous ces gens migrent en prenant d'énormes risques, à la recherche de la paix pour leur famille et d'un travail ; à la recherche d'une vie meilleure. De plus, chaque vague de migration vient avec son lot d'enrichissements, et ceci est totalement négligé. On

oublie aussi trop souvent qu'il y a 150 ans, la Suisse était un des pays les plus pauvres d'Europe et qu'un million de personnes fuyaient chaque année notre continent en direction des Amériques. Le monde n'est pas figé. Nos enfants se retrouveront peut-être aussi, un jour, sur les chemins de l'exil !

**Quel regard portez-vous sur les mouvements que l'on a récemment vu émerger à Genève ou à Lausanne et qui réclament des conditions de vie décentes pour les personnes migrant-e-s ?**

Des lumières brillent encore dans la nuit, mais elles sont rares. Trop peu de personnes osent se mouiller sur une thématique aussi peu populaire. L'Eglise reste fidèle à ses valeurs. De son côté, une partie de la gauche cède peu à peu du terrain sur ces questions. Elle a pourtant le devoir de défendre des valeurs d'ouverture et de solidarité, car un pays ou un continent qui se renferme sur lui-même étouffe. A l'heure de la globalisation, on ne peut pas imaginer de futur sans solidarité.

**Enfin, quels sont vos prochains projets ?**

Après plusieurs films traitant d'asile et de migration, mon prochain projet touche au handicap. L'angle d'attaque reste cependant le même. Il s'intéresse toujours à la question de l'altérité. Les personnes en situation de handicap sont également discriminées, dans une société qui rejette toujours plus l'autre, qui écarte la différence.

## BIO EXPRESS

Né à Tanger (Maroc) en 1961  
Vit à Lausanne depuis 1964  
Prix du Cinéma suisse en 2006 et 2012  
Léopard d'or à Locarno en 2008

Propos recueillis par Julien Repond

# « Voter femmes » : toujours un thème en 2015

**LES FEMMES CONSTITUENT LA MOITIÉ DE LA POPULATION. POURTANT, PLUS DE QUARANTE ANS APRÈS L'INTRODUCTION DU SUFFRAGE FÉMININ, LA RÉPARTITION DU POUVOIR POLITIQUE LEUR EST ENCORE NETTEMENT DÉFAVORABLE. LEUR REPRÉSENTATION ACTUELLE AU NIVEAU FÉDÉRAL STAGNE À 19,6 % POUR LE CONSEIL DES ÉTATS ET 31 % POUR LE CONSEIL NATIONAL.**

Nous le savons, les femmes sont souvent plus sensibles aux thématiques liées à l'égalité. Une augmentation du nombre de femmes élues au Parlement, tous partis confondus, profitera à toutes et à tous. En effet, certains thèmes importants en matière d'égalité se sont vu mettre à l'agenda politique durant cette dernière législature: égalité salariale, (ré-)intégration des femmes sur le marché du travail, augmentation du nombre de femmes dans les conseils d'administration et les directions, ou encore conciliation des vies familiale et professionnelle. C'est là bien sûr une bonne chose, toute prise de mesures dans ces domaines permettant de progresser vers une société offrant les mêmes chances et conditions de vie à toutes et à tous, hommes ou femmes.

Il serait toutefois illusoire de croire que l'égalité entre femmes et hommes est aujourd'hui quasiment réalisée: le chemin pour y parvenir est encore long. Il n'est pas rare que le débat sur l'égalité soit abordé avec

des œillères. On met plus facilement des moyens à disposition là où la politique de l'égalité peut s'avérer rentable, la réduisant ainsi à un intérêt économique. Alors que l'égalité entre femmes et hommes est un droit ancré dans la Constitution.

Les statistiques le montrent: la politique de l'égalité est avant tout une préoccupation des femmes. Près de 75 % des interventions politiques déposées entre 1996 et 2011 au Conseil national émanent de femmes. Dont 67 % de la gauche\*. Les intérêts spécifiques de la population féminine, principalement en matière de politique de l'égalité et de politique familiale, sont donc prioritairement défendus par les femmes élues, tous partis confondus.

On considère souvent que l'égalité a pour seul objectif de permettre aux femmes de rattraper le retard qu'elles ont accumulé par rapport aux hommes, notamment dans le monde du travail. En percevant l'égalité uniquement sous cet angle, on omet le fait que les hommes su-

bissent eux aussi les conséquences d'une politique hostile à l'égalité. Un exemple en est les hommes qui souhaitent s'investir davantage auprès de leurs enfants. En effet, un congé parental équitable pour les parents est encore une musique d'avenir ...

Sortir de l'inégalité doit être une cause commune des femmes et des hommes. Pour y parvenir, une représentation équilibrée des genres au sein de l'Assemblée fédérale est une étape incontournable. Pour donner une chance à l'égalité, votez femmes le 18 octobre prochain !

\* G. Fuchs – Mehr Frauen(netzwerke) in der Politik, Juni 2014



Anita Balz, Secrétaire centrale des Femmes socialistes suisses

« Près de 75 % des interventions politiques en matière d'égalité déposées entre 1996 et 2011 au Conseil national émanent de femmes. Dont 67 % de la gauche. »

## LES SUISSESSES VOTENT ET ÉLISENT DES FEMMES. LES SUISSES AUSSI.

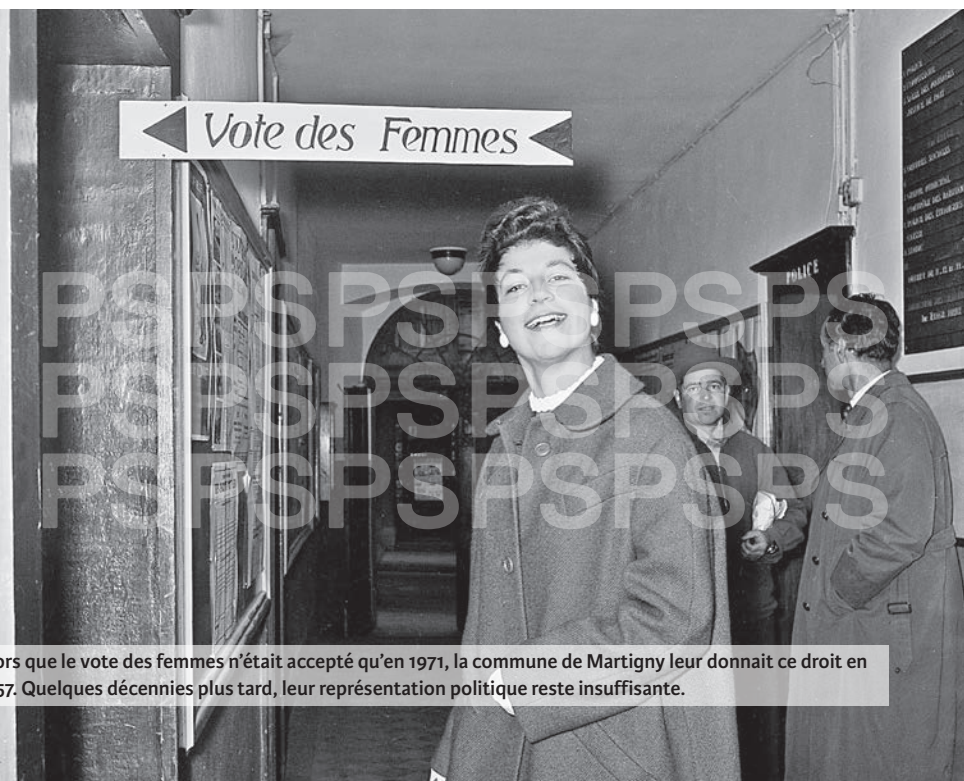
«Votez femmes» est un projet de la Commission fédérale pour les questions féminines (CFQF). Le but de cet engagement est de motiver les femmes à aller aux urnes et l'élection du plus grand nombre de femmes possible au Parlement le 18 octobre 2015.

Plus de quarante ans après l'introduction du suffrage féminin, la répartition du pouvoir politique et économique est nettement défavorable aux femmes. Leur représentation actuelle:  
Conseil des Etats 19,6 % (9 sur 46sièges)  
Conseil national 31 % (62 sur 200 sièges)

► **IL FAUT QUE CELA CHANGE!**

[www.votez-femmes.ch](http://www.votez-femmes.ch)

Léonard Gianadda, Médiathèque Valais – Martigny



Alors que le vote des femmes n'était accepté qu'en 1971, la commune de Martigny leur donnait ce droit en 1957. Quelques décennies plus tard, leur représentation politique reste insuffisante.





La traditionnelle photo de groupe avec les participant-e-s de l'édition 2015.



Un cadre idyllique au cœur des Alpes valaisannes.



Un président du PS Suisse abordable et décontracté.



Le module de formation donné par Andy Tschümperlin, chef du Groupe socialiste aux Chambres fédérales.

# À Chandolin, une université d'été avec vue sur le monde

Un des moments forts de cette nouvelle édition de l'université d'été du PS Suisse aura été la conférence du président du CICR, Peter Maurer. Il est intervenu à Chandolin sur la question brûlante et ô combien actuelle des personnes devant fuir leur pays. L'occasion pour SOCIALISTES de lui poser trois questions :

À travers le monde, ce sont des millions de personnes qui sont actuellement sur les routes pour fuir la situation de leur pays. Ce nombre n'a jamais été aussi élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Où se situent les plus grands courants migratoires ?

Peter Maurer – Les personnes victimes de violence cherchent tout d'abord protection dans leur propre pays, puis dans un pays voisin. Les pays d'accueil des réfugiées et réfugiés au cours des dernières années sont les Etats voisins de la Syrie, comme le Liban, la Jordanie ou encore la Turquie. Nombre de réfugié-e-s trouvent refuge en Ethiopie, après avoir fui d'autres régions de conflit s'étendant du nord du Nigéria jusqu'à la Somalie. Le Pakistan et l'Iran sont des terres d'accueil pour les personnes ayant dû quit-

« Sur l'ensemble des personnes concernées, seul un petit nombre de réfugié-e-s tentent de traverser la Mer Méditerranée en direction de l'Europe. »

Peter Maurer, président du CICR

ter l'Afghanistan. Des situations similaires se recensent également au Myanmar ou en Ukraine. Au final sur l'ensemble des personnes concernées, seul un petit nombre de réfugié-e-s tentent de traverser la Mer Méditerranée en direction de l'Europe de l'Ouest.

Dans ton intervention, tu as rappelé que la logique actuelle de « défense », en érigeant de hautes murailles tout autour de l'Europe, est fondamentalement fautive en matière de migrations. Pourquoi ? Rares sont les personnes qui abandonnent volontairement et volontiers leur patrie. Toute personne qui décide de fuir le fait pour de bonnes raisons et a eu l'expérience d'une violence traumatisante pour elle-même ou sa famille. Ces personnes n'ont plus rien à perdre et la dissuasion ou la contrainte n'aura aucun effet. Seules des règles raisonnables, tenant compte des intérêts de chacun, de ceux des réfugié-e-s et des sociétés hôtes, sont à même de réduire les tensions.

Quel est ton impression suite à ta participation à cette université d'été ?

En règle générale, lorsque je donne une conférence publique, je rencontre de nombreuses personnes intéressantes. Lors de cette université d'été, j'ai été très impressionné par l'engagement et la vision politique des participantes et participants. De plus, le PS apporte de l'air frais dans un débat difficile, ce que je trouve très encourageant.



## BIO EXPRESS

Né en 1956 à Thoun (BE)  
2004 – 2009 : ambassadeur de la Suisse auprès de l'ONU  
2010 – 2012 : secrétaire d'Etat aux affaires étrangères  
Depuis 2012 : président du Comité international de la Croix rouge (CICR)

Entretien réalisé par Leyla Gül  
Traduction par Gaël Bourgeois

# Argentine : le Kirchnerisme vacille...

**MALGRÉ L'ÉNORME MACHINE DE PROPAGANDE FINANÇÉE AVEC LES RESSOURCES DE L'ÉTAT, LE FRONT POUR LA VICTOIRE (FPV), DIRIGÉ PAR MME KIRCHNER, N'A OBTENU QUE 38,5 % DES SUFFRAGES LORS DES ÉLECTIONS PRIMAIRES DU 9 AOÛT DERNIER. BIEN QU'IL REPRÉSENTE ENCORE LA PRINCIPALE FORCE POLITIQUE DU PAYS, LE FPV EST LOIN DU SCORE DE 54 % OBTENU LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2011 OÙ LES PÉRONISTES S'ÉTAIENT PRÉSENTÉS UNIS.**

Cristina Kirchner, qui avait dans un premier temps appuyé la candidature de son ministre de l'intérieur, Florencio Randazzo, s'est vue obligée, à cause de l'impopularité de ce ministre, de soutenir l'actuel gouverneur de la province de Buenos Aires, Daniel Scioli. Ce dernier est le seul candidat issu du FPV susceptible d'emporter les élections présidentielles d'octobre prochain.

La crise économique persistante, conséquence d'une gestion improvisée, une inflation de 25 % par an que le gouvernement nie en faussant les statistiques, des fonctionnaires fortement soupçonnés d'enrichissement illicite – la présidente Kirchner et sa famille font également l'objet de plusieurs enquêtes –, un péronisme divisé, des syndicats qui, après avoir appuyé Cristina Kirchner durant son mandat, se retrouvent aujourd'hui dans l'opposition, sont autant d'éléments expliquant le mauvais résultat électoral du FPV.

Le «Kirchnerisme» qui se présentait en 2003 comme une «force progressiste» et qui a bénéficié jusqu'en 2010 d'une conjoncture internationale favorable, avec un taux de croissance très élevé, laisse, après

douze ans de pouvoir, un pays avec un taux de pauvreté s'élevant à 20 %, une économie à bout de souffle, des infrastructures désuètes, des services publics dans un état pitoyable, un Etat peu transparent, inopérant et instrumentalisé par le clientélisme du FPV. Même sa politique en matière de droits humains, saluée dans un premier temps par de nombreux milieux, a sombré dans une sordide affaire de détournements de fonds divisant politiquement la célèbre association des Mères de la place de Mai.

De récentes inondations, d'une ampleur inédite, en particulier dans l'immense province de Buenos Aires, principale et plus riche zone agricole du pays où vivent près de la moitié des 42 millions d'Argentins, mettent en évidence l'absence de préparation, le manque d'infrastructures et d'investissements pour faire face à des inondations qui se répètent, pourtant, tous les ans.

Le premier tour des élections présidentielles, en octobre prochain, aura lieu dans un pays divisé. La gauche progressiste, qui n'a fait que 3,5 % des votes, a été victime d'un «vote utile», bénéficiant au



Juan Carlos Schwab, Buenos Aires, août 2015

« Le premier tour des élections présidentielles, en octobre prochain, aura lieu dans un pays divisé. »

candidat péroniste dissident, Sergio Massa.

Le principal adversaire de Scioli est le maire conservateur de Buenos Aires, Mauricio Macri, à la tête d'une coalition hétéroclite qui va du centre gauche à la droite, et qui a recueilli 30 % des voix. Le troisième candidat en lice, Massa, est également péroniste, mais dissident et opposé aux Kirchner. Il a obtenu 20,5 % des suffrages, un score supérieur à celui que lui prédisaient les sondages. Cet ancien chef du gouvernement de Cristina Kirchner, qui n'a que 43 ans, pourrait jouer les arbitres, le 25 octobre. Reste à savoir comment se redistribueront les votes qu'il a gagnés. L'addition des pourcentages obtenus par Macri et Massa dépasse les 50 %, ce qui relance le débat, dans l'opposition, sur la possibilité de former un large front commun susceptible de renverser le Kirchnerisme.

# NOS 10 PROJETS



**1 Salaires :** imposer l'égalité salariale entre hommes et femmes au travers de CCT et de mesures contraignantes.



**2 Logements :** définir des zones réservées à des appartements d'utilité publique pour que chacun-e puisse se loger à prix abordable.



**3 AVS :** augmenter de 10% les rentes pour assurer une retraite digne à toutes et tous.



**4 Salarié-e-s âgé-e-s :** renforcer la protection contre les licenciements pour les préserver du chômage de longue durée.



**5 Impôt sur les transactions boursières :** créer un impôt pour mettre fin à la spéculation inutile et stabiliser les marchés financiers.



**6 Accueil extrascolaire :** instaurer des crèches et des écoles à horaire continu et gratuites pour favoriser l'égalité des chances.



**7 Familles :** remplacer les déductions fiscales actuelles par des chèques-enfants pour soutenir les familles.



**8 Assurance-maladie :** plafonner les primes d'assurance-maladie à 10% des revenus de chaque ménage.



**9 Urbanisme :** créer une zone de rencontre dans chaque commune pour une meilleure qualité de vie.



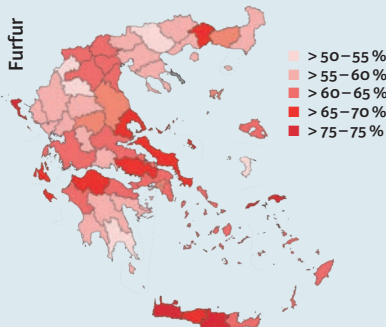
**10 Transition énergétique :** sortir rapidement et définitivement du nucléaire pour un avenir énergétique durable.



## POUR EN SAVOIR PLUS ...

Vous trouverez de plus amples informations sur notre plateforme électorale, le Parti socialiste ou nos candidat-e-s sont disponibles en ligne : [www.pssuisse.ch/elections](http://www.pssuisse.ch/elections)

## LE RÉSULTAT



Le 5 juillet dernier, la Grèce a été appelée à se prononcer par référendum sur un train de mesures d'austérité proposées par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI). Ce vote intervenait suite aux négociations entre l'Union européenne et le

gouvernement d'Aléxis Tsípras dans le cadre de la crise de la dette publique grecque. Le gouvernement hellénique, qui appelait à voter NON aux mesures d'austérité proposées par l'Eurogroupe, a été largement suivi par la population, qui a rejeté le plan européen par 61,31 % des votant-e-s. Au final, cela n'a pas empêché la conclusion d'un accord entérinant un drastique plan d'austérité entre le pays et ses créanciers.

## LA STATISTIQUE

# 678.-

L'enquête suisse sur le niveau et la structure des salaires le démontre clairement : après 34 ans de promesses vides et infructueuses, insinuant que l'égalité salariale allait survenir d'elle-même, il faut admettre qu'elle n'existe encore que sur le papier. L'écart salarial inexplicable est toujours aussi important. En moyenne, une femme touche 678 francs de moins par mois qu'un homme, sans qu'il n'y ait aucune justification objective à cela.

Au-delà du scandale moral et économique, cet écart salarial de 8,7 % est également anticonstitutionnel et illégal. Il n'y a qu'en exigeant une analyse des salaires dans la loi et en punissant les entreprises qui contreviennent au principe de l'égalité salariale qu'il sera possible de parvenir à se rapprocher d'une égalité dans les faits.

